

# TABLE DES MATIÈRES

---

	Page
Avant-propos . . . . .	iii
Liste des abréviations . . . . .	xix
 <b>Chapitre 1 — L’interception des véhicules . . . . .</b>	 <b>1</b>
<b>1.1. La constitutionnalité des interceptions au hasard . . . . .</b>	<b>2</b>
<b>1.2. L’interception en vertu de la législation québécoise . . . . .</b>	<b>6</b>
1.2.1. L’article 636 du <i>Code de la sécurité routière</i> . . . . .	6
1.2.1.1. Un agent de la paix identifiable à première vue comme tel . . . . .	8
1.2.1.2. Requérir que le conducteur immobilise son véhicule . . . . .	10
1.2.1.3. Un chemin public ou un lieu de circulation publique . . . . .	11
1.2.1.4. Dans l’exercice de ses fonctions de sécurité routière . . . . .	14
1.2.2. L’interception de certains autres véhicules . . . . .	16
<b>1.3. L’interpellation en vertu de la common law . . . . .</b>	<b>17</b>
1.3.1. L’interpellation des conducteurs en vertu d’un motif précis . . . . .	17
1.3.2. L’interpellation des conducteurs en difficulté . . . . .	25
<b>1.4. Les obligations accompagnant les interceptions . . . . .</b>	<b>27</b>
<b>1.5. La gravité de la violation du droit à la protection       contre les détentions arbitraires lors d’une interception       sans motif précis . . . . .</b>	<b>27</b>
 <b>Chapitre 2 — Les tests de coordination physique . . . . .</b>	 <b>29</b>
<b>2.1. La constitutionnalité des tests de sobriété . . . . .</b>	<b>30</b>
<b>2.2. Les conditions de validité de l’exigence des tests de       sobriété . . . . .</b>	<b>33</b>
2.2.1. Le caractère raisonnable des tests de sobriété . . . . .	34
2.2.2. La notion de garde ou de contrôle . . . . .	34
2.2.3. Les raisons de soupçonner . . . . .	34
2.2.4. L’expression « sans délai » . . . . .	35

	<b>Page</b>
<b>2.3. L'interaction avec le test à l'aide d'un appareil de détection approuvé . . . . .</b>	37
<b>2.4. Le droit à l'avocat . . . . .</b>	38
<b>2.5. Les limites aux pouvoirs de vérifier la sobriété des automobilistes . . . . .</b>	39
 <b>Chapitre 3 — Les épreuves de coordination des mouvements . . . . .</b>	 43
<b>3.1. La constitutionnalité des épreuves de coordination des mouvements . . . . .</b>	44
<b>3.2. Les conditions de validité de l'exigence des épreuves de coordination des mouvements . . . . .</b>	50
3.2.1. Le caractère raisonnable des épreuves de coordination des mouvements . . . . .	51
3.2.2. La notion de garde ou de contrôle . . . . .	52
3.2.3. Les raisons de soupçonner . . . . .	53
3.2.4. L'expression « immédiatement » . . . . .	54
<b>3.3. L'enregistrement vidéo . . . . .</b>	55
 <b>Chapitre 4 — Les déclarations . . . . .</b>	 57
<b>4.1. Les déclarations lors de l'interception . . . . .</b>	57
4.1.1. La constitutionnalité de l'interrogatoire au bord de la route . . . . .	57
4.1.2. L'utilisation des déclarations lors de l'interception . . . . .	59
<b>4.2. L'utilisation des déclarations mandatoires en vertu d'une loi provinciale . . . . .</b>	60
<b>4.3. L'utilisation du questionnaire sur la consommation d'alcool . . . . .</b>	64
 <b>Chapitre 5 — Le test de dépistage . . . . .</b>	 67
<b>5.1. La constitutionnalité du test de dépistage . . . . .</b>	68
<b>5.2. Les conditions de validité de l'ordre de fournir un échantillon d'haleine . . . . .</b>	70
5.2.1. Les soupçons raisonnables . . . . .	72
5.2.2. La notion de garde ou de contrôle . . . . .	73

	<b>Page</b>
5.2.3. Le terme « immédiatement » . . . . .	78
5.2.4. La période d'attente de quinze minutes . . . . .	85
5.2.5. La personne qui donne l'ordre . . . . .	88
<b>5.3. L'interaction avec les tests de coordination physique . . . . .</b>	<b>89</b>
<b>5.4. Les appareils de détection approuvés . . . . .</b>	<b>90</b>
<b>5.5. La fourniture volontaire d'un échantillon d'haleine . . . . .</b>	<b>91</b>
 <b>Chapitre 6 — La conduite avec les capacités affaiblies . . . . .</b>	 <b>93</b>
<b>6.1. La conduite . . . . .</b>	<b>95</b>
<b>6.2. Le véhicule à moteur . . . . .</b>	<b>95</b>
<b>6.3. L'affaiblissement de la capacité de conduire . . . . .</b>	<b>96</b>
6.3.1. Le degré requis d'affaiblissement . . . . .	96
6.3.2. La cause de l'affaiblissement . . . . .	98
6.3.3. L'objet de l'affaiblissement . . . . .	100
6.3.4. Les moyens de preuve de l'affaiblissement . . . . .	101
6.3.4.1. Le témoignage d'opinion . . . . .	102
6.3.4.2. Les symptômes . . . . .	102
6.3.4.3. Le résultat de tests de dépistage, de coordination physique, d'haleine, d'urine ou de sang . . . . .	103
6.3.4.4. Le défaut d'obtempérer à un ordre . . . . .	104
<b>6.4. Le terme « drogue » . . . . .</b>	<b>106</b>
<b>6.5. Le lieu . . . . .</b>	<b>107</b>
<b>6.6. La conduite avec les capacités affaiblies causant des lésions corporelles ou la mort . . . . .</b>	<b>107</b>
 <b>Chapitre 7 — Le prélèvement des échantillons . . . . .</b>	 <b>111</b>
<b>7.1. L'ordre de fournir un échantillon . . . . .</b>	<b>113</b>
7.1.1. Les motifs raisonnables de croire à la commission d'une infraction visée au paragraphe 253(1) du <i>Code criminel</i> . . . . .	114
7.1.1.1. Le cas de l'absence de test de dépistage préalable . . . . .	118
7.1.1.2. Le cas du refus de subir un test de dépistage . . . . .	124
7.1.1.3. Le cas de la survenance d'un accident . . . . .	124
7.1.1.4. Le cas des tests de sobriété . . . . .	128
7.1.2. La personne qui donne l'ordre . . . . .	129

	<b>Page</b>
7.1.3. L'absence d'ordre . . . . .	132
7.1.4. L'absence d'alcootest approuvé . . . . .	134
7.1.5. L'expression « dans les meilleurs délais » . . . . .	134
7.1.6. L'ordre de fournir un échantillon de sang . . . . .	136
7.1.6.1. La difficulté de prélever un échantillon d'haleine . . . . .	137
7.1.6.2. L'énoncé des garanties . . . . .	137
7.1.6.3. Le consentement . . . . .	139
<b>7.2. Le mandat aux fins d'obtention des échantillons . . . . .</b>	<b>140</b>
7.2.1. Les motifs raisonnables de croire à la commission d'une infraction prévue au paragraphe 253(1) du <i>Code criminel</i> . . . . .	141
7.2.2. Les motifs raisonnables de croire à l'implication dans un accident ayant causé des lésions corporelles ou la mort . . . . .	142
7.2.3. L'avis d'un médecin qualifié . . . . .	142
7.2.4. Le délai de quatre heures . . . . .	142
7.2.5. L'exécution du mandat . . . . .	142
<b>7.3. Les échantillons prélevés à des fins médicales . . . . .</b>	<b>143</b>
<b>7.4. La fourniture volontaire d'un échantillon d'urine,         d'haleine ou de sang . . . . .</b>	<b>147</b>
<b>7.5. Les définitions . . . . .</b>	<b>148</b>
7.5.1. L'« alcootest approuvé » . . . . .	148
7.5.2. Le « technicien qualifié » . . . . .	149
7.5.3. Les « contenants approuvés » . . . . .	150
7.5.4. Le « médecin qualifié » . . . . .	151
7.5.5. L'« analyste » . . . . .	151
7.5.6. L'« agent évaluateur » . . . . .	151
<b>7.6. Les requêtes constitutionnelles . . . . .</b>	<b>151</b>
7.6.1. L'obligation de donner un avis d'intention . . . . .	152
7.6.2. L'applicabilité de l'arrêt <i>R. c. Rilling</i> . . . . .	153
 <b>Chapitre 8 — L'évaluation par un expert en                     reconnaissance de drogues . . . . .</b>	 <b>159</b>
<b>8.1. L'ordre de se soumettre à une évaluation . . . . .</b>	<b>159</b>
8.1.1. Les examens et la procédure à suivre lors de l'évaluation . . . . .	160
8.1.2. Les motifs raisonnables de croire à la commission d'une infraction visée à l'alinéa 253(1)a) du <i>Code criminel</i> . . . . .	162
8.1.3. La personne qui donne l'ordre . . . . .	163

	<b>Page</b>
8.1.4. L'absence d'ordre . . . . .	163
8.1.5. L'absence d'agent évaluateur . . . . .	164
8.1.6. L'expression « dans les meilleurs délais » . . . . .	164
8.1.7. L'enregistrement vidéo . . . . .	165
<b>8.2. L'ordre de se soumettre à un prélèvement de substances corporelles . . . . .</b>	<b>165</b>
8.2.1. Les motifs raisonnables de croire à la commission d'une infraction visée à l'alinéa 253(1)a) du <i>Code criminel</i> . . . . .	167
8.2.2. La personne qui donne l'ordre . . . . .	169
8.2.3. L'absence d'ordre . . . . .	169
8.2.4. L'expression « dans les meilleurs délais » . . . . .	170
8.2.5. L'ordre de fournir un échantillon de sang . . . . .	170
 <b>Chapitre 9 — Les présomptions légales . . . . .</b>	 <b>171</b>
<b>9.1. Les échantillons d'haleine . . . . .</b>	<b>172</b>
9.1.1. La présomption d'identité . . . . .	172
9.1.1.1. La conformité de l'ordre . . . . .	174
9.1.1.2. Le taux d'alcoolémie correspondant au plus faible résultat . . . . .	175
9.1.1.3. Le délai raisonnable . . . . .	177
9.1.1.4. Le délai de deux heures pour le premier échantillon . . . . .	181
9.1.1.5. La période de quinze minutes entre les prélèvements . . . . .	182
9.1.2. La présomption d'exactitude . . . . .	186
9.1.2.1. La conformité de l'ordre . . . . .	188
9.1.2.2. L'analyse de chacun des échantillons faite à l'aide d'un alcootest approuvé dont le technicien s'est assuré du bon fonctionnement au moyen d'un alcool type identifié comme se prêtant bien à l'utilisation avec cet alcootest approuvé . . . . .	190
9.1.2.3. Le résultat de l'analyse . . . . .	193
9.1.2.4. Le temps et le lieu de chaque prélèvement et le fait que le technicien a prélevé les échantillons directement de l'accusé dans un contenant ou un alcootest approuvé manipulé par lui . . . . .	193
<b>9.2. Les échantillons de sang . . . . .</b>	<b>196</b>
9.2.1. La présomption d'identité . . . . .	196
9.2.1.1. La conformité de l'ordre . . . . .	198
9.2.1.2. Le taux d'alcoolémie correspondant au plus faible résultat . . . . .	199
9.2.1.3. Le délai raisonnable . . . . .	200

	<b>Page</b>
9.2.1.4. Le délai de deux heures pour tous les échantillons . . . . .	200
9.2.1.5. Le prélèvement de l'échantillon sanguin supplémentaire . . . . .	201
9.2.2. La présomption d'exactitude . . . . .	204
9.2.2.1. La conformité de l'ordre . . . . .	207
9.2.2.2. Le prélèvement des échantillons et les garanties . . . . .	208
9.2.2.3. Le prélèvement d'un échantillon supplémentaire . . . . .	208
9.2.2.4. Le temps et le lieu de chaque prélèvement et le fait que le médecin ou le technicien qualifié a prélevé les échantillons directement de l'accusé dans des contenants approuvés, scellés et identifiés . . . . .	209
9.2.2.5. Le résultat de l'analyse . . . . .	209
9.2.3. La procédure de remise de l'échantillon supplémentaire	210
<b>9.3. Les autres échantillons d'urine, d'haleine ou de sang . . . . .</b>	<b>211</b>
<b>9.4. La recevabilité en preuve des certificats . . . . .</b>	<b>213</b>
9.4.1. Un « avis » de l'intention de produire un certificat . . . . .	214
9.4.2. Un avis donné avant le « procès » . . . . .	215
9.4.3. Une « copie » du certificat . . . . .	216
9.4.4. Un avis donné à l'« autre partie » . . . . .	217
9.4.5. Un « avis raisonnable » . . . . .	218
9.4.6. Les erreurs ou irrégularités inscrites au certificat . . . . .	219
<b>9.5. Les autres considérations relatives . . . . .</b>	<b>219</b>
9.5.1. La demande de voir les résultats de l'alcootest . . . . .	219
9.5.2. L'assignation et le contre-interrogatoire de l'auteur du certificat . . . . .	220
9.5.3. Le rétrocalcul . . . . .	221
9.5.4. Le relevé de l'imprimante de l'alcootest . . . . .	225
9.5.5. La communication de la preuve . . . . .	226
9.5.5.1. Les ampoules et la solution d'alcool type . . . . .	226
9.5.5.2. Le manuel du fabricant de l'alcootest . . . . .	228
9.5.5.3. Le registre d'entretien de l'appareil approuvé et autres documents . . . . .	229
9.5.6. L'utilisation des substances corporelles . . . . .	229
<b>Chapitre 10 — La preuve contraire . . . . .</b>	<b>231</b>
<b>10.1. La nature de la preuve contraire . . . . .</b>	<b>232</b>
10.1.1. La norme de la preuve contraire . . . . .	234
10.1.2. La preuve contraire selon les présomptions attaquées . . . . .	235

	<b>Page</b>
10.1.2.1. La preuve contraire réfutant les présomptions d'identité . . . . .	235
10.1.2.1.1. La défense du verre après avoir conduit . . . . .	236
10.1.2.1.2. La défense du dernier verre . . . . .	236
10.1.2.1.3. La réfutation de la seconde présomption d'identité . . . . .	238
10.1.2.1.4. Les conséquences du rejet des présomptions d'identité . . . . .	238
10.1.2.2. La preuve contraire réfutant la présomption d'exactitude . . . . .	239
10.1.2.2.1. La défense <i>Carter</i> . . . . .	239
10.1.2.2.2. L'expérimentation en laboratoire . . . . .	241
10.1.2.2.3. Le mauvais fonctionnement ou la mauvaise manipulation de l'appareil . . . . .	241
10.1.2.2.4. L'écart entre les résultats . . . . .	244
10.1.2.2.5. La troncature des résultats . . . . .	244
10.1.2.2.6. Les conséquences de la réfutation de la présomption d'exactitude . . . . .	245
10.1.3. Le cas du chevauchement de la limite permise ("straddle cases") . . . . .	246
10.1.4. L'application de l'analyse en matière de témoignages contradictaires . . . . .	253
<b>10.2. La nature de la preuve concluante et causale . . . . .</b>	<b>257</b>
<b>10.3. L'évaluation du scénario de consommation . . . . .</b>	<b>260</b>
10.3.1. L'utilisation des résultats de l'appareil de détection approuvé et des tests de coordination physique . . . . .	261
10.3.2. L'utilisation des résultats de l'alcootest . . . . .	262
10.3.3. L'absence de symptômes d'affaiblissement de la capacité de conduire . . . . .	267
10.3.4. Le scénario de consommation fourni aux policiers . . . . .	269
10.3.5. Les erreurs fréquemment relevées . . . . .	270
10.3.5.1. La connaissance judiciaire . . . . .	270
10.3.5.2. La corroboration . . . . .	271
10.3.5.3. La fiabilité de la mémoire . . . . .	271
10.3.5.4. Les habitudes de consommation . . . . .	271
10.3.5.5. La fiabilité des instruments approuvés . . . . .	272
10.3.5.6. L'écart entre les résultats et l'extrapolation . . . . .	273
10.3.5.7. Le comportement post-délictuel . . . . .	273
<b>10.4. L'échantillon sanguin . . . . .</b>	<b>274</b>
<b>10.5. Le témoignage de l'expert . . . . .</b>	<b>275</b>
10.5.1. Les considérations générales . . . . .	275
10.5.2. Le préavis du témoignage d'expert . . . . .	276

	<b>Page</b>
<b>Chapitre 11 — La garde ou le contrôle</b>	<b>281</b>
<b>11.1. La présomption de garde ou de contrôle</b>	<b>282</b>
11.1.1. La place ou la position ordinairement occupée par la personne qui conduit	283
11.1.2. Dans le but de mettre le véhicule en marche	284
11.1.2.1. La période critique de l'intention	284
11.1.2.2. Le cas de la personne trouvée endormie occupant la place ou la position ordinairement occupée par le conducteur	288
11.1.2.3. Le caractère inopérable du véhicule	288
11.1.2.4. L'absence de moyens de mettre le véhicule en mouvement	289
<b>11.2. La garde ou le contrôle proprement dit</b>	<b>290</b>
11.2.1. Les actes comportant une certaine utilisation du véhicule ou de ses accessoires ou une conduite quelconque à l'égard du véhicule qui présente le risque de le mettre en mouvement de sorte qu'il puisse devenir dangereux	291
11.2.1.1. Le risque de danger en tant qu'élément essentiel	292
11.2.1.2. La nature du risque de danger	294
11.2.2. Le cas de la personne trouvée endormie	301
11.2.3. Le cas de la personne qui a un plan alternatif pour se rendre chez elle	305
11.2.4. Le cas du véhicule non fonctionnel	307
11.2.5. La période de temps visée par l'accusation	308
<b>Chapitre 12 — Le refus</b>	<b>311</b>
<b>12.1. L'amendement et la substitution d'accusations</b>	<b>311</b>
<b>12.2. Le test de dépistage</b>	<b>314</b>
12.2.1. La validité de l'ordre	315
12.2.1.1. Les soupçons raisonnables	315
12.2.1.2. La formulation de l'ordre et le lieu	316
12.2.1.3. Le terme « immédiatement » et le droit à l'avocat	317
12.2.2. L'excuse raisonnable	318
12.2.2.1. Les raisons médicales	320
12.2.2.2. L'offre de se soumettre à l'alcootest	321
12.2.2.3. L'anxiété ou le stress	321
12.2.2.4. L'indisponibilité ou la défectuosité de l'appareil de dépistage	321
12.2.2.5. Le droit à l'avocat	322



	<b>Page</b>
12.2.3. L'intention de refuser . . . . .	322
<b>12.3. Les échantillons d'haleine . . . . .</b>	<b>324</b>
12.3.1. La validité de l'ordre . . . . .	325
12.3.1.1. Les motifs raisonnables . . . . .	326
12.3.1.2. La formulation de l'ordre et le lieu . . . . .	327
12.3.1.3. Les délais . . . . .	328
12.3.2. L'excuse raisonnable . . . . .	328
12.3.2.1. La violation du droit à l'avocat . . . . .	329
12.3.2.2. Les raisons médicales . . . . .	329
12.3.2.3. Les raisons sanitaires . . . . .	330
12.3.2.4. L'ivresse extrême . . . . .	330
12.3.2.5. L'offre de fournir un échantillon sanguin . . . . .	331
12.3.2.6. L'offre de se soumettre à des épreuves physiques de sobriété . . . . .	331
12.3.2.7. Le conseil de l'avocat . . . . .	331
12.3.2.8. L'acquittement sous l'accusation de conduite ou de garde ou de contrôle . . . . .	332
12.3.2.9. Les inconvénients déraisonnables . . . . .	332
12.3.2.10. L'argument de compassion . . . . .	333
12.3.2.11. L'indisponibilité ou la défectuosité de l'alcootest . . . . .	333
12.3.2.12. La crainte du manque de fiabilité de l'alcootest . . . . .	333
12.3.2.13. Les croyances religieuses . . . . .	334
12.3.3. L'intention de refuser . . . . .	334
<b>12.4. Les échantillons de sang . . . . .</b>	<b>336</b>
12.4.1. La validité de l'ordre . . . . .	336
12.4.1.1. Les motifs raisonnables . . . . .	337
12.4.1.2. La formulation de l'ordre et le lieu . . . . .	337
12.4.1.3. Les délais . . . . .	338
12.4.2. L'excuse raisonnable . . . . .	338
12.4.3. L'intention de refuser . . . . .	338
<b>12.5. Les épreuves de coordination des mouvements . . . . .</b>	<b>339</b>
12.5.1. La validité de l'ordre . . . . .	339
12.5.1.1. Les soupçons raisonnables . . . . .	340
12.5.1.2. La formulation de l'ordre et le lieu . . . . .	340
12.5.1.3. Le terme « immédiatement » et le droit à l'avocat . . . . .	340
12.5.1.4. Le choix des épreuves de coordination des mouvements . . . . .	341
12.5.2. L'excuse raisonnable . . . . .	341
12.5.3. L'intention de refuser . . . . .	341
<b>12.6. L'évaluation par l'expert en reconnaissance de drogues . . . . .</b>	<b>342</b>
12.6.1. La validité de l'ordre . . . . .	342
12.6.1.1. Les motifs raisonnables . . . . .	342

	<b>Page</b>
12.6.1.2. La formulation de l'ordre et le lieu . . . . .	343
12.6.1.3. Les délais . . . . .	343
12.6.1.4. La procédure à suivre lors de l'évaluation . . . . .	343
12.6.2. L'excuse raisonnable . . . . .	343
12.6.3. L'intention de refuser . . . . .	344
<b>12.7. Les échantillons d'haleine, de salive, d'urine et de sang</b>	<b>344</b>
12.7.1. La validité de l'ordre . . . . .	345
12.7.1.1. Les motifs raisonnables . . . . .	345
12.7.1.2. La formulation de l'ordre et le lieu . . . . .	345
12.7.1.3. Les délais . . . . .	346
12.7.2. L'excuse raisonnable . . . . .	346
12.7.3. L'intention de refuser . . . . .	346
<b>12.8. Le refus causant un accident occasionnant des lésions corporelles ou la mort</b>	<b>347</b>
 <b>Chapitre 13 — La sentence</b>	 <b>349</b>
<b>13.1. Les peines minimales</b>	<b>349</b>
13.1.1. Les principes généraux . . . . .	351
13.1.2. La constitutionnalité des peines minimales et les exemptions constitutionnelles . . . . .	353
13.1.3. L'absolution conditionnelle . . . . .	354
13.1.4. Les circonstances aggravantes . . . . .	355
<b>13.2. L'avis de récidive</b>	<b>355</b>
13.2.1. La notion de « condamnations antérieures » . . . . .	356
13.2.2. Le caractère obligatoire . . . . .	358
13.2.3. Le contenu de l'avis de récidive . . . . .	359
13.2.4. La discrétion du procureur général et les directives administratives . . . . .	361
<b>13.3. L'interdiction de conduire</b>	<b>363</b>
13.3.1. L'interdiction mandatoire . . . . .	364
13.3.2. L'interdiction discrétionnaire . . . . .	369
13.3.3. L'interdiction dans le cas des infractions commises à l'occasion d'une course de rue . . . . .	370
13.3.4. La portée de l'interdiction . . . . .	373
13.3.5. Le programme d'utilisation d'antidémarrageurs avec éthylomètre . . . . .	373
13.3.6. La suspension de l'interdiction en cas d'appel . . . . .	377

	<b>Page</b>
13.3.7. L'annulation ou la modification d'une ordonnance d'interdiction . . . . .	379
<b>Chapitre 14 — Les infractions connexes . . . . .</b>	<b>381</b>
<b>14.1. Le délit de fuite . . . . .</b>	<b>382</b>
14.1.1. L'élément matériel . . . . .	383
14.1.1.1. Un accident avec une personne, un véhicule, un bateau, un aéronef ou du bétail . . . . .	383
14.1.1.2. La connaissance contemporaine d'un accident . . . . .	384
14.1.1.3. Arrêter, donner ses nom et adresse ou offrir de l'aide . . . . .	387
14.1.1.4. La garde, la charge ou le contrôle d'un véhicule, d'un bateau ou d'un aéronef . . . . .	388
14.1.2. L'élément moral . . . . .	391
<b>14.2. La fuite . . . . .</b>	<b>395</b>
14.2.1. L'élément matériel . . . . .	396
14.2.2. L'élément moral . . . . .	397
14.2.3. Lésions corporelles ou mort . . . . .	398
14.2.4. La détermination de la peine . . . . .	398
<b>14.3. La conduite dangereuse . . . . .</b>	<b>399</b>
14.3.1. L'élément matériel . . . . .	400
14.3.2. L'élément moral . . . . .	405
14.3.3. Lésions corporelles ou mort : lien de causalité . . . . .	408
<b>14.4. La négligence criminelle au moyen d'un véhicule automobile . . . . .</b>	<b>409</b>
14.4.1. L'élément matériel . . . . .	409
14.4.2. L'élément moral . . . . .	413
<b>14.5. La négligence criminelle ou la conduite dangereuse à l'occasion d'une course de rue . . . . .</b>	<b>414</b>
14.5.1. L'élément matériel . . . . .	416
14.5.1.1. Une « course de rue » . . . . .	416
14.5.1.2. Une rue, un chemin, une grande route ou tout autre lieu public . . . . .	417
14.5.1.3. Une conduite dangereuse ou une négligence criminelle . . . . .	417
14.5.2. L'élément moral . . . . .	418
14.5.3. Lésions corporelles ou mort : lien de causalité . . . . .	419
<b>14.6. Le remorquage d'une personne . . . . .</b>	<b>419</b>

	<b>Page</b>
14.6.1. L'omission de surveiller la personne remorquée . . . . .	419
14.6.2. Le remorquage d'une personne après le coucher du soleil . . . . .	420
<b>14.7. La conduite, l'envoi ou la mise en service d'un bateau innavigable, d'un aéronef ou de matériel ferroviaire en mauvais état . . . . .</b>	<b>421</b>
<b>Chapitre 15 — Les moyens de défense . . . . .</b>	<b>423</b>
<b>15.1. L'intoxication . . . . .</b>	<b>423</b>
<b>15.2. L'automatisme . . . . .</b>	<b>426</b>
<b>15.3. La nécessité . . . . .</b>	<b>426</b>
<b>Chapitre 16 — Les droits en cas d'arrestation ou de détention . . . . .</b>	<b>429</b>
<b>16.1. La détention . . . . .</b>	<b>430</b>
<b>16.2. Le droit d'être informé des motifs d'arrestation ou de détention . . . . .</b>	<b>432</b>
<b>16.3. Le droit à l'avocat . . . . .</b>	<b>435</b>
16.3.1. L'obligation d'informer du droit aux services préliminaires d'un avocat . . . . .	438
16.3.2. La renonciation . . . . .	441
16.3.3. Le droit à la confidentialité . . . . .	443
16.3.4. L'opportunité réaliste d'exercer raisonnablement le droit à l'avocat . . . . .	450
16.3.5. Le droit à l'avocat de son choix . . . . .	459
<b>Chapitre 17 — Les mesures législatives provinciales . . . . .</b>	<b>463</b>
<b>17.1. La règle du zéro alcool . . . . .</b>	<b>463</b>
17.1.1. La constitutionnalité de la tolérance zéro . . . . .	466
17.1.2. Les conditions de validité de l'ordre de fournir un échantillon d'haleine . . . . .	467
17.1.2.1. Les personnes soumises à la règle du zéro alcool . . . . .	468
17.1.2.2. La notion de garde ou de contrôle . . . . .	469
17.1.2.3. Les raisons de soupçonner . . . . .	470
17.1.2.4. Le terme « immédiatement » . . . . .	471
17.1.3. Les appareils de détection d'alcool . . . . .	472

	<b>Page</b>
<b>17.2. L'interdiction de conduire en vertu de la loi provinciale . . . . .</b>	<b>474</b>
<b>17.3. La suspension du droit de conduire . . . . .</b>	<b>485</b>
 <b>Chapitre 18 — La conduite pendant une interdiction</b>	 <b>491</b>
<b>18.1. La constitutionnalité de l'infraction de conduite durant une interdiction . . . . .</b>	<b>492</b>
<b>18.2. L'élément matériel . . . . .</b>	<b>492</b>
18.2.1. Le terme « interdiction » . . . . .	493
18.2.2. La procédure du prononcé de l'interdiction . . . . .	495
18.2.3. Les moyens de preuve de l'interdiction . . . . .	497
<b>18.3. L'élément moral . . . . .</b>	<b>501</b>
Table de la jurisprudence . . . . .	503